

06/01/2022

Discours officiel du président de l'union Européenne

d'Entré de jeux dans la première semaine de son mandat Européen le président prend la parole et annonce ses propositions de lois démocratiques :

Proposition de loi n° 1 :

Toute les lois validé démocratiquement par référendum dans l'union Européenne ne pourrons pas être abrogé par un président de l'union pour une durée minimal de 50 ans en accord officiel avec tout les corps d'armées de l'union . Si un président de l'union tente d'abrogé cette première loi les différents échelons composé dans l'ordre décroissant par les officiers supérieurs , les officier intermédiaire , les officier et sous officiers de brigade ou compagnie , les hommes du rang et de la réserve opérationnel devront utilisé tout les moyens disponible et nécessaire de façon proportionnel , i compris le déploiement des différents régiments militaire pour faire respecté cette loi .

Proposition de loi n°2 :

Le taux d'intérêt prélevé sur la création de monnaie issus du potentiel d'endettement des peuples Européen au niveau de la banque central Européenne doivent être annulé et les taux d'intérêt déjà payé devront être remboursé dans un délais d'un an à compté de la date de validation de cette loi . Les acteurs concerné a se moment la ne devront pas quitté le pay tant que les remboursement ne seront pas complètement actualisé .Le délais passé les saisies dans les actifs des bénéficiaires de se taux d'intérêt seront effectué jusqu'au dernier Euro récupéré sur les marché de vente aux enchères publique .

Proposition de loi n°3 :

La migrations clandestine doit être systématiquement refoulé vers les pays d'où elles est partie . Des centres de rétention temporaire seront configuré dans toute l'Europe pour régulé les illégaux infiltré dans les populations

citoyenne . Un navire de commerce d'une capacité de 5000 places sera modifié et adapté aux transport d'illégaux dans chaque états de façon a régulé les effectifs de ses centre de rétention en les rapatriant vers les points de débarquement sur leur continents d'origine . Un réseaux de bus long trajets mis en place par des sociétés Européenne canaliserons se flux pour les raccompagné dans leurs états . La place de bus sera payé au forfait par l'union Européenne à hauteur de 50 € renégociable chaque année . Un don de 20 € remis a jour chaque année sera remis aux rapatriés pendant l'embarquement pour les aidez à rejoindre leur villages ou leur ville une fois arrivé au terminus minus dans leurs états .

Les illégaux arrivant par la mer à l'aide d'embarcation artisanal ou professionnel seront pris systématiquement pris en remorque par les patrouilleurs côtiers et renvoyé dans les eaux côtière d'où ils sont partie . Les satellites d'observation a disposition de l'armé devront localisé ses zones et rendre compte aux gardes frontière maritime . La manœuvre doit être simplifié et fluide , un plongeurs opérationnelle devra fixé un anneaux de remorquage sous l'embarcation utilisé par les illégaux grâce a un système de ventouse ou autre . Un câble de remorquage sera ensuite croché sur cette anneaux et l'embarcation remorqué en sens inverse . Si les réfugié coule leur embarcation pendant le trajet ils seront monté a bord du patrouilleur et isolé dans une cage de sécurité prévue a cette effet de façon a ne pas perturbé le transfert . Pour des raisons de diplomatie au niveau des cotes de débarquement les patrouilleur ne pourrons généralement pas accosté pour débarqué les gens . Dans se cas de figure un radeaux gonflable jetable d'~3 mètre sur 10 m d'une capacité de 30 personnes et 4 pagaies financé par le budgets des gardes frontière est prévue à cette effet pour être mis à l'eau à ~1 km des cotes .

Proposition de loi n° 4 :

Lorsqu'une guerre éclate dans un états Africains et que les satellites repère des mouvement de flux de réfugié en partance pour l'Europe la loi n° 3 reste en application . Des troupes aéroporté et navale suffisante devront être mis en états d'alerte et envoyé vers les cotes de l'état en guerre pour installer une tête de pont et débarqué les troupes pour sécurisé une zone de réfugié sur une surface étendue proportionnellement aux effectifs du flux . Le calcul de surface de la zone occupé par les forces armées Européenne sera standardisé et limité à un hectare pour 10 réfugiées de façon a pouvoir

mettre au point un système économique temporaire pour aider les réfugiées a subvenir a leur besoins les plus élémentaire (logement sous tente artisanal ou prêté par l'armée , eaux potable , hôpital de campagne , installations des différentes ONG volontaire et bénévole . Les voix commercial local en activité pourrons venir vendre leur produit aux réfugiées et donc les différentes entreprises volontaire pourrons venir donner du travail aux réfugié contre un tarif journalier ou à la pièce négocier sur place par les différents acteurs économique . Une zone tampon large d'une portée supérieur au obus de mortier (~30 km) sera mis en place par dessus frontières de la zone de réfugié pour amortir toute tentative d'intrusion d'une quelconque force militaire non autorisé . Les éventuel demande justifiable pour le statut de réfugié politique seront examiné sur place dans la zone sécurisé lorsque le demandeur est en états de prouvé son statut de haut fonctionnaire dans le gouvernement du pay concerné . Une piste d'atterrissage sera contrite par le génie militaire pour pouvoir recevoir les différentes avions cargos du trafic import export nécessaire pour le ravitaillement du pay pendant la guerre .

Proposition de loi n° 5 :

Tout états Européen qui à un problème d'invasion d'illégaux à ses frontière et qui doit investir dans une clôture de barrage et mobilisé des troupes de réserves supplémentaire pour empêché l'intrusion illégal pourra être rembourser en bonne partie par l'union Européenne proportionnellement au PIB de chacun .

Proposition de loi n° 6 :

Les réunions de complaisance des différentes parties communautaires vivant dans un état avec l'assistance d'une partie des services de police et du renseignement est absolument interdit . Se type de réunion régulière en complicité avec des forces publique ont pour but de négocier des parts de marché en tout genre et voté incognito des règlements fallacieux qui fait office de loi privé . Les différents acteurs du secteurs publique pris sur le fait seront immédiatement suspendue de leur fonctions quelques soit leurs ministère , cellule professionnel ou autre institution sous couvert de secret défense ou non et mis en examen pour suspicions d'ingérence

démocratique voir trahison en bande organisé avec l'aide des forces de l'ordre qui sont à leurs disposition .

Proposition de loi n° 7 :

Les testaments des citoyen ayant un patrimoine supérieur à 1 millions d'€ devrons prendre en compte un prélèvement minimal de 5% de leur fortune qui sera reversé pour les projets de financement ou de création d'entreprise des citoyens sélectionné sur présentation d'un dossiers conforme et par tirage au sort pour empêché toutes prise de pouvoir sur les fonds part éventuel jurie ou influenceur de vote . Cette sélection sera toutefois effectué contre un apport personnel de chaque demandeurs a hauteur de 10% de l'investissement nécessaire de façon à donné le maximum de chance aux projets qui participerons a la création d'emploi . Le montant minimum pour un projets n'est pas fixé , il peut s'agir simplement d'un financement de véhicule d'occasion au autre . Le montant maximal sera plafonné à 1 millions d'€ et les tirages au sort seront distribué par tranches de niveaux financier (de 1000 à 2000 , de 2000 à 3000 ... de 20 000 à 300 000 € etc...) .

Proposition de loi n° 8 :

Le problème de la surpopulation mondial est d'actualité , il reste ~30 ans avant que la première limite conseillé des 10 milliard d'humain et ~50 ans avant la limite maximal des 12 milliard d'humain avant le développement d'un processus de guerre mondial pour les besoins de régulation des ressources . Pour tenté de résoudre naturellement se problème un premier fond d'investissement massif de 500 milliard d'€ sera créer a charge de l'endettement publique et répartie dans tout les différent états de l'union Européen pour financé les différent projet concret privé ou publique dans la conception de différent engins spatial standardisé en série et propulsé par tout les moyens possible qui pourrons être assemblé en orbite basse ou au sol et capable de transporter ~10 000 volontaires vers les colonies extérieur . Les effectifs a amortir au bout des 50 ans est d'environ 120 millions de départs par an donc les colonies extérieur devront aussi contribuer a la fabrication d'engin si en compte ~2 ans en moyenne pour un aller retour des engins transporteurs donc ils en faut des milliers .

Chaque groupe de volontaire au départ aura le droit légalement à un

hectare par personne sur le sol extérieur si il arrive a vivre dessus . Les extension du droit de propriété se fera proportionnellement aux développement des effectif ou légitimement accordé légalement proportionnellement au besoin des cultures , des commerces ou des industrie minière . L'armée nationale fera respecté les lois sur plaintes des colons et pourrait mettre du temps à venir donc chaque colonie aura le droit de disposer d'une force d'auto-défense en attendant les force d'auto défense pour faire respecté la loi ou défendre la colonies contre d'éventuel groupes ingérant étrangers .

Proposition de loi n° 9

Le FMI ne doit plus accordé des prêts aux états étrangers sans consulté les dizaines de milliers d'élus Européens qui accorderons ou refuserons par la voix du vote en fonction des garanties sur le remboursement .

Le problème des réseaux d'actionnaires sans frontière dont les actifs sont géré par les grosse boite comme Black rock ou Vanguard pose le problème de l'ingérence d'une technocratie obscure qui prend doucement le control de la population par le biais de leurs réseaux d'influence . Les pays de l'union deviennent progressivement des entreprises qu'ils contrôle avec avec les ressources humaine qu'il utilisent comme des outils de gestion et qu'ils récupéré a la sortie de l'université pour adapté les paramètres et les éléments du système c'est a dire les gens .Ses réseaux d'influence peuvent induire dans a société civil et fonctionnaire du mobbing local sur mesure par le biais d'un trafics d'influence lié a la modélisation des objectifs global (Adapter les paramètres et les éléments du système selon la modélisation idéal etc...c'est de l'ingénierie social , économique et culturel qui pose le problème du control de la liberté démocratique. Les partie politique peuvent aussi bien servir à géré les différentes catégories dans un plan d'ensemble comme des acteurs et un jeux de rôle . Il peuvent configuré de fausse politique en concertation etc.. comme un juge et un avocats qui ont déjà signé un accord et font une bataille d'opposition par principe sans gainé la finalité ou deux équipe de joueurs opposé qui ont déjà décidé du score par l'intermédiaire d'un système de vote caché orchestré par les différents responsable ou employeur de cette technocratie et de leur collaborateur politique . En France par exemple la plupart des partie politique sont plus ou moins géré dans l'ombre par des techniciens qui font tous partie de façon direct indirect à cette gestion d'actif national et international . Le partie d'Emmanuel Macron , les insoumis , ou différent partie de gauche et d'extrême gauche sont essentiellement géré par des technocrates de façon direct ou indirect . Lorsque la gestion est indirect

ils utilisent leur trafics d'influence mais son bien la a surveillé toute l'évolution et les personnes concerné . Vous verrez facilement par exemple La candidates Pécresse comme une candidate de substitution qui a pour rôle de bloqué l'accès au deuxième tour de façon à pourvoir passez Macron qui est déjà bien rodé tout en empêchant le risque Zemmour ou Le pen . Habituellement il arrivent à utilisez le partie de Lepen pour faire pivot et installer leur pions politique qu'il arrivent beaucoup facilement a géré qu'un partie qui veut conservé les frontières. Dans ses système d'ingénierie social ils y a même des collaborateur contre le front national susceptible de voté front national sur consigne au premier tour pour l'avoir comme opposant et s'en débarrasser facilement au deuxième tour avec une petite propagande médiatique et du trafic d'influence visant le potentiel restant . 2017 , 24% pour Macron et 21% pour Le pen sélectionné pour le deuxième tour ou le rapport de force a doublé au bénéfice de Macron donc beaucoup de marge contre le front national a se moment la qui n'est pas possible lorsque les candidats n'ont pas le FN au deuxième tour _ 2012 Hollande contre Sarkouzy: 52% contre 48% au deuxième tour . 2007 Sarkozy vs Royal 53% contre 47% au deuxième tour _ 2002 Chirac vs lepen ; 82% contre 18% au deuxième tour _ 1995 Chirac vs Jospin 52% contre 47% au deuxième tour _ 1988 Mitterrand vs Chirac 54% contre 46% au deuxième tour .).

Pour résoudre se problème il faut fragmenté la gestion et confiné l'actionnariat pendant un certain temp au niveaux régional pour faire une redistribution des richesses pour diluer les intérêts .

Proposition de loi n°10

Les parts des actionnaire étranger a l'union Européenne qui ont était vendue par appel d'offre pour financé le développement ou le maintient des sociétés installer dans une région d'Europe doivent être mis en vente dans la région pendant une duré de 20 ans pour encourager les locaux régional a récupéré la main sur ses actions . Cette procédure va permettre de diluer les intérêts des grosses concentration de Holding international et leur ingérences . Les boites de gestion ne change pas mais une bonne partie des actionnaires et les influences sont de la région donc plus conservateurs . Je dit en bonne partie parce que cette procédure ne concerne pas les investisseurs créateur de société) . Lorsqu'une société s'installe et se développe sans faire d'appel d'offre a l'actionnariat alors que les responsables régionaux ont finalement compris qu'il s'agit de fond issus d'une vente d'action elle doit stoppé temporairement le développement et imposé l'actionnariat régional .

Proposition de loi n°11

Tout immigré clandestin constaté par les forces de l'ordre sur le sol Européen doit impliqué une amende de 1000 € au pay d'origine après vérification de son identité . Lorsque cette amende n'est pas payé les biens appartenant au pay concerné sont saisie proportionnellement a hauteur du paiement par le biais des vente aux enchère publique . Lorsque les biens sont insuffisant les importations seront surtaxé jusqu'a que les amendes soit tous payé , la taxe est ensuite remis au niveaux normale . Lorsque les importations sont insuffisante les ambassades du pay concerné doivent fermé puisque rien ne relie la diplomatie en dehors de se problème de migration illégal *(Si le pay est insolvable et refuse de payé alors d'accord , les amendes sont annulé mais les ambassade du pay insolvable sont immédiatement fermé pour faire de la place à d'autre)* .

Cette proposition de loi vise aussi a faire payé le Maroc qui s'amuse a envoyé des migrants depuis plus de 40 ans . Si on compte depuis les années 2000 jusqu'en 2010 on a en moyenne 10 000 migrants par an se qui fait ~220 000 . On devrait être au environs des 500 000 clandestins qui sont passé par le détroit du Gibraltar depuis le Maroc entre la 2000 et 2022 et qui sont encore clandestin sur le sol Européen .

Le roi du Maroc est invité à payé son amende qui monte à 500 millions d'€. dans le cas contraire les différentes étape de cette loi seront mis en application .

https://www.unodc.org/documents/toc/Reports/TOCTAWestAfrica/West_Africa_TOC_MIGRANTS_FR.pdf

Proposition de loi n° 12

Les pandémies mondial génère des grosse vente de vaccins sur endettement publique et la concentration des plus value dépendent actuellement des détenteur de brevet qui travaille pour quelques millions d'actionnaire dans le monde lié à l'industrie pharmaceutique . Les conjonctures d'intérêt font qu'il devient urgent de dilué les bénéfices pour ne pas avancé vers l'engendrement de pandémies artificiel qui rapporte quelques dizaine de milliards d'€ net aux actionnaires tous les deux ans .

Cette concentration posera des gros problème dans l'avenir donc il faut un projet de loi maintenant .

Lorsqu'une pandémie dure plus d'une années les brevet doivent tombé dans le domaine publique .

Proposition de loi n° 13

Les problème de la surpopulation mondial lié à un certain déséquilibre financier du aux culture différente doit être corrélé avec les proposition de loi contre la migration massive qui réclame la nationalité et le droit du sol par rapport a l'ancienneté dans le milieux professionnel . Il faut faire une proposition de loi pour résoudre le problème des contrat de travaille accordé aux immigrés des pays économique .

Tout travailleurs étranger issus des pays économique répertorié sur la liste(liste à faire) ...qui ont obtenue un contrat de travaille accordé par un patron d'entreprise enregistré dans l'union Européenne doivent être remplacé tout les 3 ans maximum pour stoppé les naturalisation a long terme et les problème lié a l'intégration des enfants . Les femmes de ses immigrés économique doivent déclaré leur grosses avant les 6 premier mois de façon a pouvoir bénéficié d'une aide payé par le patron pour aller accouché dans son pay d'origine (~1000 € pour payé les frais d'hôtel etc...) . Le billets d'avion aller retour sera payé par le gouvernement . Les personnes qui ne respecterons pas cette loi ne recevront pas d'aide financière , leur enfant né illégalement sur le sol Européen ne sera pas enregistré dans la citoyenneté même si son acte de naissance reconnaît sa naissance sur le sol d'un états de l'union . Si la mère revient rejoindre son conjoint avec l'enfant dans l'union le temp du contrat elle devra l'emmener a l'hôpital faire une analyse ADN au frais de l'état pour vérifié que c'est bien l'enfant du travailleur . Dans le cas contraire se travailleur devra remboursé les frais du patron et la mère sera expulsé . Des foyers a loyé modéré (~30% moins cher) seront mis en place pour se genre de travailleurs immigrés et une partie de leur salaire sera mis de coté par l'état (~30%) et restitué a l'issue du contrat de travail au moment du départs . Le patron devra aussi contribué a cette économie du travailleur étranger avec une prime de fin de contrat à hauteur de 1000 € de façon a ne pas qu'il embauche a la légère au dépend des citoyen qui cherchent du travail .

.....
Il y en a d'autres mais j'arrête ici j'en ai marre ça fait deux heures que je tape se canard mais bon on comprend a peut prêt se qui manque ou se qu'il faut amélioré .. (Une heure en + dans la mise a jour du 07/01)

Proposition de loi n° 14

(Social) Dans l'intérêt des valeurs de l'union Européenne la catégorie des classe populaire de nationalité Européenne les plus pauvre doivent être séparé des problème d'immigrés économique clandestin au niveau du logement . L'accées au logement social doit être possible pour SDF . Le problème de cette catégorie c'est qu'ils sont pas tous capable de tenir leur logement mais il faut au moins qu'il ont un moyen de le faire . On peut proposé un droit au logement contre une partie du revenus social qu'il possède (ça sera mieux que de dormir dehors) .

Un logement social hors HLM d'une surface minimum de 16 m² avec une douche , un toilette , un lit , de l'éclairage avec au moins une prise de courant , une fenêtre et une porte qui ferme à clef doit être fournie à tout SDF Européen qui ont font la demande avec un temp d'attente inférieur a 6 mois . Un couple sans enfant aura au minimum le double en surface .

(Les SDF avec enfants a charge sont pris en charge dans les services sociaux habituel , ici c'est juste le planché SDF au niveau logement) .

Se genre de logement sera trouvé ici dans le parc immobilier privé des villes et négocier par un service public indépendant à créer qui en s'occupe de rien d'autre . On trouvera ses logements dans le parc immobilier privé pour pas avoir les même problème de concentration des HLM publique . Les loyé seront prélevé sur les revenus social mais ne peuvent pas dépassé le quart du revenue charges comprises . Les éventuel problème que pourrons posé un locataire social de se genre sera répertorié dans le service et les services de police seront informé lorsque les incidents dépasse le droit au logement . Dans se cas de figure le locataire social est invité a libéré le logement avant la fin du premier mois de l'été suivant ou dans l'été en cour . Il retrouvera son droit au logement minimum une fois écoulé une période d'une année et pourra alors a se moment la refaire une nouvelle demande de logement .

Si le locataire veut changer de lieux il pourra faire la demande et attendre

le temp qu'il faut mais il pourra déménager avant une période d'un an a peut prêt .

Des logement temporaire en module conteneurs seront utilisé pour logé les sans abris lorsque la période d'attente dépassera les 6 mois de façon à se qu'ils ou elles puissent attendre encore 6 mois maximum dans de meilleurs conditions . A l'issue de se délais de 6 mois supplémentaire un logement sera automatiquement débloqué en priorité dans le parc immobiliers publique . Lorsqu'un sans abri à perdu son droit au logement deux fois de suite pour des raisons d'insalubrité lié à son alcoolisme ou autre il sera installer aux conteneurs pour tout le temp . Se genre de conteneurs devront être vidé chaque mois pour passé le karcher de façon à garantir un minimum de qualité d'environnement dans les emplacement sélectioné pour posé le conteneur . Pour évité la concentration les conteneurs seront dispersé par groupe de 3 maximum *(Des groupes de deux ou trois conteneurs installer par ci par la en périphérie des villes ou ils clochardent . Lorsqu'un SDF ne collabore pas comme il faudrait pendant le jour de nettoyage ou l'équipe Karcher passe le conteneurs est fermer à clef et il devra resté à la rue avec ses affaires pendant 1 semaine avant d'aller au bureaux récupéré sa clef et pouvoir retourné à son conteneur . Un prélèvement de 20 € / mois est pris sur son revenu social de façon a payé les frais de nettoyage et d'éclairage sans prise de courant puisque les conteneurs sont juste posé ici ou la et une rallonge est connecté vers une prise de courant négocier dans le coin pour alimenté les ampoules d'éclairage du conteneur et l'installation d'une prise avec conteur si le SDF est correct . Dans le cas du compteur connecté au bureaux via internet il devra payé le courant qui sera prélevé sur son revenue social)* .

Conseils :

Vous formez toute ses propositions et vous donnez la liste à E .Zemmour ou Marine Le Pen ..(personnellement je pense plutôt Zemmour pour les raisons que j'ai indiqué quelques part dans cette fiche d'orientation sinon ça va probablement encore être un flop à cause de cette sorte d'habitude inculqué psychologiquement au gens se partie de droite . Ils essaye de diabolisé Eric Zemmour a la radio mais il sont pris un peut de court pour cette besogne de mobbing . Par exemple vous entendrez systématiquement le partie de Zemmour être qualifié d'extrême droite mais nous savons tous que le compteur d'endettement publique tourne sans remboursement et que les flux sont orienté a partir de réunion plus ou moins secrète avec l'appui de certain éléments de cette communauté du renseignement qui les couvres et qu'il va falloir purgé selon certain critères d'identification . Ses fonds représente la moyenne de l'argent dette injecté pour tenir le système et donc ses réunion ont pour but intrinsèque de faire passé des conventions et des normes qui leur permettent sois disons de satisfaire toute les parties . Des représentants en tout genre sont consulté et conditionné dans ses réunion à base de négociation au niveaux des parts d'activité etc.. contrat de chantier publique et détournement , détournement de 100 millions d'€ des caisses publique pour tel ou tel problème de racisme , part de marché dans tel ou tel ou tel secteur etc..etc.. prêt aux entreprises garantie par l'état ect..etc..des tas de truc qui font que chaque personne appartient a un groupe qui à des leaders susceptible d'être acheté ou négocier avec d'autre . C'est rien du tout , juste des psychologue fatigant qui calcul les systèmes communautaire qui peuvent être décomposé en catégorie . Avec se control ils arrivent a influencé dans le sens qu'il veulent donc se front national par exemple a était infiltré depuis longtemps et c'est aussi se qu'il essayi de faire avec Zemmour mais c'est plus compliqué pour eux parce qu'il a de l'information collecté dans sa vie de chroniqueur et qu'il n'avait apparemment pas les moyens de rassemblé assez de gens pour la présidentiel) .

https://www.cjoint.com/doc/22_01/LAgnPZosykk_Le-probl%C3%A8me-du-FMI.pdf

https://drive.google.com/file/d/1kLsBGHp9On_hei2kG1SPxUD2PCZDoh

Si les propositions de lois contre la migration etc.. son pas possible a faire passé il restera plus qu'a forcé les gens a vivre avec leur opinion en séparant certaine qui peuvent réclamez leur indépendance le temp qu'il faut avant une réunification possible une fois que les choses sont plus clair (Bretagne , Pay basques , Catalan , Normandie , Corse et d'autres) .

Pour l'exemple on va décrire des convention lié a une indépendance régional temporaire .

Imaginons qu'une région demande l'indépendance temporaire , il s'agit d'abord de définir se statut et le fonctionnement associé par rapport au pay .

Les plus enraciné de la région décident par vote qui est de la région c'est à dire décident d'une date passé pour la première génération . On prend par exemple 30 ans qui veut dire que si une personne a généré une branche familiale il y a au moins 30 ans , elle fait partie de la région avec sa descendance (enfants) se qui veut dire que l'enfant de l'enfant d'une personne de la région sera aussi de la région même si elle vie depuis moins de 30 ans dans la région . Cette procédure permet de faire le corp électoral pour le référendum régional pour l'indépendance et à l'issue de transféré toute les personnes qui sont pas de la région vers les autres région ou alors leur donné les papier de la région à volonté sur sélection (carte d'identité régional) . Le statut d'indépendant à créer est temporaire c'est à dire que par exemple tout les 5 ans en parallèle des élections présidentiel les gens de la région sont consulté dans un bureaux de vote pour savoir si ils veulent se réunifié ou continuer d'être indépendant encore 5 ans . On peut convenir d'un nombre possible de renouvellement du statut d'indépendant temporaire (3 fois par exemple) et ensuite sa sera soit l'indépendance définitive en continuant a payé les cotisations d'intérêt commun comme la défense du pay ou alors l'indépendance temporaire est fini et la région retourne sous l'état central . Pendant la ou les périodes d'indépendance l'état central ne versera plus le budget régional puisqu'il n'y a plus de cotisation . Les frontière de la région temporairement indépendante n'ont pas besoin d'être surveillé , les gens des autres région peuvent très bien circulé dans la région mais il faut une justification . Ils viendront en vacances pour profité d'une région ou il y a beaucoup moins de problème d'illégaux etc..donc ils peuvent circulé . La région indépendante dispose de sa propre police et de son propre gouvernement régional qui effectuera des control d'identité à volonté lorsqu'il suspecte un scénario étranger déplaisant ici ou la . Si la personne contrôlé n'a pas les papiers de la région mais elle est du pay elle peut continuer a circulé librement après que la Police lui a donné la consigne de quitté la région au plus tôt puisqu'il n'y a aucune raison qu'elle reste dans le coin .

Si cette même personne est contrôlée pour une 3ième fois consécutif pendant un certain laps de temps sa voudrait dire qu'elle a toujours pas quitté la région malgré les 2 première injonction . A se moment la elle est reconduit a la frontière régional avec une amende de 200 € saisissable immédiatement en espèce ou en matériel saisie qui sera revendue aux enchère publique pour payé les frais de transfert . Si la personne est reprise dans la région avant un délais de 5 ans elle ira en détention pour 3 mois . Pour payé sa place en prison la région peut lui proposé du travail en prison pour aider les entreprises régional qui vont sous-traité la bas (fabrication de module de béton , assemblage de pièces avec des atelier en tout genre installé par les entreprises) . La paye est basé sur le smic du pay mais sera payé la moitié pour les 3 premier mois . Si après un délais d'une semaine la personne persiste à resté dans la région après sa sortie de prison elle retourne et rebelote mais cette fois ci au tier du Smic (c'est payé à la pièce en fait pour être bien clair mais on se repaire aux smic) . C'est les entreprises qui paye les commandes dons les salaires et il font une économie de ½ salaire + les charge de fonctionnement du centre de détention travailleur je pense pas que la personne reste dans la région pour aller travaillé au tier . si la personne continue et retourne en détention la paye de référence décend au quart de smic et reste au quart pour les prochaine fois . Les illégaux transféré dans le pénitencier des travailleurs utilise une partie de leur paye pour cantiné la nourriture qu'ils veulent etc.. tout se qu'il y a de disponible sur les feuilles de commande qu'il reçoive la bas . Si les illégaux ne veulent pas travaillé ils peuvent cantiné avec l'argent qu'il reçoivent de l'extérieur , pas de problème mais il sont laisser dans le centre de détention des illégaux qui ne travaillent pas pour pas les mélanger avec les travailleurs . Pour ceux qui n'ont pas d'argent et qui ne travaille pas il y a la soupe populaire de la prison et voilà , c'est pas le grand hôtel sinon il peuvent revenir plus facilement .
